Soutien critique au Nouveau Front populaire

La Tendance CLAIRE appelle à empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir par la mobilisation dans la rue des travailleurs/se-s et des jeunes comme par le vote pour les candidat-e-s de la gauche unie : https://tendanceclaire.org/article.php?id=1939

Le programme du « Nouveau Front populaire » (NFP) a été publié vendredi. Comme on s'y attendait, ce n'est évidemment pas un programme communiste révolutionnaire, ni même révolutionnaire tout court ! Il est en outre bien en deçà des programmes réformistes des partis socialistes et communistes du XXe siècle, dans la mesure où il ne comprend presque aucune mesure anticapitaliste, c'est-à-dire aucune mesure qui s'en prenne réellement à la propriété des grands moyens de production capitalistes (aucune nationalisation n'est annoncée, pas même la renationalisation des entreprises privatisées ces dernières décennies). De plus, ce programme ne met pas en cause les structures fondamentales de l'État bourgeois, le système global de son armée, de sa police, de sa justice et de son administration. Il ne met conteste pas davantage la participation à l'Union européenne, ni les institutions de celles-ci. Il est même en deçà du programme de la NUPES de 2022 et *a fortiori* du programme *L'Avenir en commun* de LFI. Ce n'est pas étonnant puisque ce programme est porté par une coalition de partis bourgeois, c'est-à-dire ralliés ouvertement au capitalisme (le PS et EELV) et de partis réformistes, dans le sens limité de partis qui critiquent le capitalisme et souhaitent une rupture partielle avec lui (le PC et LFI) ; et le rapport de forces électoral issu des européennes a été favorable au PS, obligeant LFI à d'importantes concessions.

Pour autant, les communistes révolutionnaires que nous sommes apportons un soutien critique à ce programme. En effet, la plupart de ses mesures sont progressistes, dans le sens où, si elles étaient réellement mises en œuvre, elles amélioreraient objectivement la situation des travailleurs/se-s et des opprimé-e-s. De plus, il ne s'agit pas d'un programme complet, mais d'un « contrat de législature » conçu comme un ensemble de mesures d'urgence pour les seuls premiers mois d'un futur gouvernement d'union de la gauche. Or il est évident que même un gouvernement révolutionnaire ne pourrait pas tout changer en quelques mois : la question est de savoir si les mesures vont ou non dans le bon sens. En outre, si les débuts de la « bifurcation » annoncée avaient réellement lieu, cela pourrait engager une dynamique transformatrice dont les travailleurs/se-s, les opprimé-e-s et les jeunes pourraient se saisir pour y participer activement, en s'auto-organisant, et pour la mener plus loin que ne le veulent ses initiateurs.

C’est même là que réside la question décisive. Sans intervention massive des travailleur/se-s, par les méthodes de la lutte de classe, le gouvernement du Nouveau Front populaire ne réalisera pas la plupart des mesures qu’il promet. L’expérience historique montre qu’un gouvernement réformiste exerçant le pouvoir en refusant de s’en prendre au capitalisme et aux structures de l’État ne peut que capituler, qui plus est rapidement, face aux pressions des capitalistes. Ce sera donc encore plus vrai d’un gouvernement d’union de la gauche qui n’est même pas réformiste au sens classique du terme. Et c’est mille fois plus prévisible encore quand on se rappelle de ce qu’est le PS, ce parti qui a gouverné la France pendant des années, entre 1981 et 2017, de Mitterrand à Hollande en passant par Jospin, et qui n’a cessé de mener des politiques de droite, soumises au capital, néo-libérales, autoritaires, etc. Le dernier exemple en date, celui de Hollande, est le plus sinistre à cet égard, et l’on ne peut que s’inquiéter quand on apprend que l’ancien président et toute la droite du PS soutiennent le programme du NFP – par hypocrisie, car seules les postes de député-e-s et les éventuelles places de ministre les intéressent. On peut même imaginer que, dans l’hypothèse où ni le NFP, ni le RN, ni Macron allié aux LR n’auraient de majorité dans la future Assemblée (ce qui est fort possible), le PS et Glucksmann acceptent de former un gouvernement avec Macron et la droite : ce ne serait pas leur première trahison !

Sur un certain nombre de questions, comme l’acceptation globale du cadre de l’Union européenne ou le renoncement à revenir à la retraite à 60 ans avec 40 annuités, le programme du Nouveau Front populaire intègre des concessions au PS ; mais sur une majorité de points, il reprend des propositions de la FI. Pourtant, les mesures progressistes qu’il contient resteront lettre morte si la classe ouvrière, la jeunesse et les opprimé-e-s n’imposent pas leur mise en œuvre. Et dans ce cas la victoire de l’extrême droite serait offerte sur un plateau en 2027, voire avant en cas de nouvelle dissolution (Macron peut y recourir dans un an). Si l’on veut non seulement battre l’extrême droite sur le plan électoral, mais la vaincre historiquement, la seule solution sera la reconstruction du mouvement ouvrier, l’intégration en son sein des prolétaires racisé-e-s qui sont souvent les plus exploité-e-s et des prolétaires blanc-he-s qui ont été trahi-e-s par la gauche au pouvoir, déboussolé-e-s par les transformations socio-économiques et culturelles de la « mondialisation », désespéré-e-s par les politiques patronales et gouvernementales des dernières décennies. Pour cela, il faudra construire des mobilisations, des manifestations et des grèves, sur la base de revendications, mais aussi élaborer un véritable programme anticapitaliste et révolutionnaire, que mettrait en œuvre un gouvernement des travailleurs/se-s.

On en est loin avec le programme du Nouveau Front populaire, mais la plupart des mesures qu’il contient ne sont pas contradictoires avec celles du combat pour la révolution, qui intègre toutes les avancées sociales et démocratiques possibles, aussi partielles soient-elles. Il est donc juste de tout faire pour convaincre les travailleur/se-s et les jeunes non seulement d’aller voter pour les candida-t-es du NFP les 30 juin et 7 juillet, mais aussi de se mobiliser massivement, de s’auto-organiser, de se réunir partout, de discuter du programme du NFP, de le soutenir et de le critiquer, de

participer activement à la campagne pour ce qui pourrait être une belle victoire, électorale certes, mais pouvant redonner espoir et donc ouvrir la voie à de grandes mobilisations.

Analyse critique du programme du « Nouveau front populaire »

Les mesures promises se répartissent en trois grandes catégories selon une succession temporelle : celles des 15 premiers jours (« La rupture »), celles des 100 premiers jours (« L'été des bifurcations ») et celles des « premiers mois ».

Les mesures des 15 premiers jours : « La rupture »

Les mesures des 15 premiers jours seraient prises par décret, avant la convocation de la nouvelle Assemblée nationale pour une session extraordinaire début août. Ces décrets d'urgence viseraient à « *répondre aux urgences qui abîment la vie et a confiance du peuple français* » et à « *en finir avec la brutalisation et la maltraitance des années Macron* ». Il s'agirait de « *répondre à l'urgence sociale, au défi climatique, à la réparation des services publics, à un chemin d'apaisement en France et dans le monde. Pour que la vie change dès l'été 2024* ». Les mesures se répartissent plus précisément en une dizaine de rubriques.

1. « Décréter l'état d'urgence sociale »

Le NFP s'engage à

- « *abroger immédiatement les décrets d'application de la réforme des retraites* » et la réforme de l'assurance-chômage (que Gabriel Attal veut appliquer dès le 1er juillet)

- augmenter le SMIC à 1600 € nets, le point d'indice des fonctionnaires de 10%, le minimum contributif (la pension minimale du régime général) au niveau du SMIC, les APL de 10%, etc.

- « *bloquer les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants* » et « *engager les négociations commerciales en garantissant un prix plancher et rémunérateur aux agriculteurs et en taxant les superprofits des agro-industriels et de la grande distribution* ».

Toutes ces mesures sont justes et ne peuvent qu'être soutenues. Pourtant, il faut anticiper les réactions des capitalistes. En particulier, l'augmentation des revenus aura un effet inflationniste sur les prix en général, que ne pourra compenser le seul blocage des prix des biens de première nécessité. De plus, même le blocage des prix de première nécessité se heurtera à l'organisation de pénuries de la part des capitalistes (qui refuseront de voir leurs profits limités), d'autant plus qu'une grande partie de ces biens sont importés. Si l'on n'est pas prêt à prendre des mesures contraignantes contre eux, ils pourront donc saboter ce programme, rendant les mesures prises inefficaces. En fait, seule l'expropriation et la nationalisation des grands groupes capitalistes de

l'industrie alimentaire, de la grande distribution et de l'énergie permettrait au gouvernement d'administrer les prix et de limiter les effets inflationnistes de la hausse des salaires. Cela suppose la mobilisation des travailleur/se-s et leur participation à la gestion des entreprises nationalisées et à une indispensable planification économique.

2. « Relever le défi climatique »

Le NFP s'engage à « *décréter un moratoire sur les grands projets d'infrastructures autoroutières et de méga-bassines* ». Il s'agit en effet de grands projets inutiles et dangereux pour l'environnement qu'il est juste d'arrêter immédiatement.

De plus, le NFP veut immédiatement « *mettre en place des règles précises de partage de l'eau sur l'ensemble des activités* » ; cette formule ne brille justement pas par sa précision ! Il faudrait au moins interdire, pendant les périodes de pénurie d'eau cet été, le remplissage des piscines privées, l'arrosage des golfs, le lavage des voitures, les rejets industriels dans les cours d'eau… Cela passe par de simples arrêtés préfectoraux, que le gouvernement pourrait imposer dès les 15 premiers jours. Il faudrait par ailleurs réquisitionner les bouteilles d'eau produites par les entreprises qui s'accaparent les eaux naturelles des montagnes, pour des profits toujours plus juteux alors que les sources le sont toujours moins.

3. « Défendre le droit au logement »

Le NFP s'engage à « *relancer la construction du logement social en revenant sur les coupes de Macron pour les organismes HLM de 1,4 milliards d'euros annuels* » ; c'est tout à fait juste, mais cela ne relève pas de décrets qu'un gouvernement peut prendre en 15 jours ; il faut en effet un vote de l'Assemblée nationale au moment de l'adoption du budget de l'État et des organismes sociaux.

Il s'agit aussi de « *créer les places d'accueil d'hébergement d'urgence permettant un accueil inconditionnel* » (le décret peut être pris immédiatement, mais il ne pourra évidemment pas être appliqué en 15 jours) et de « *procéder dans les situations d'urgence à la réquisition de logements vides nécessaires pour loger les sans-abris* » : c'est une prérogative préfectorale presque jamais appliquée et le Ministère de l'Intérieur peut imposer aux préfets qu'ils la mettent en œuvre ; mais il n'y a pas de raison de limiter cela aux « situations d'urgence », alors que la loi actuelle ne s'y restreint déjà nullement : le nouveau gouvernement pourrait très bien faire en sorte que les logements vacants soient réquisitionnés rapidement (même si le recensement complet des logements durablement vides prendrait plusieurs semaines, surtout pendant les vacances d'été). Car toute personne qui dort à la rue est dans une « situation d'urgence » !

4. « Réparer les services publics »

Le NFP promet d'« organiser une conférence de sauvetage de l'hôpital public afin

d'éviter la saturation pendant l'été, proposer la revalorisation du travail de nuit et du week-end pour ses personnels ». En fait, il n'est pas sûr qu'une telle conférence puisse être organisée suffisamment vite pour éviter la saturation pendant l'été. L'urgence n'est pas de « proposer », mais de décider la revalorisation du travail de nuit et du week-end, qui pourrait par exemple être de 20% immédiatement pour motiver les personnels dès cet été et pour attirer des soignant-e-s libéraux/ales.

Les mesures d'urgence pour l'école et les élèves sont les suivantes : abrogation du « *choc des savoirs* », (groupes de niveaux au collège, etc.), « *faire les premiers pas pour la gratuité intégrale à l'école : cantine scolaire, fournitures, transports, activités périscolaires* », « *augmenter le montant du Pass'Sport à 150 euros et étendre son utilisation au sport scolaire en vue de la rentrée* ». Il manque cependant l'essentiel : le gouvernement du NFP pourrait très bien décider par décret de recruter l'ensemble des admissibles aux concours d'enseignement 2024, dont les résultats tombent début juillet. Cela permettrait la création immédiate de plusieurs milliers de postes dès la prochaine rentrée (tout en limitant le recours à de nouveaux contractuels, puisqu'une bonne partie de ceux-ci sont recrutés parmi les admissibles aux concours…). Il faudrait aussi garantir la réembauche de tou-te-s les contractuel-le-s à la rentrée et lancer immédiatement la préparation d'une loi de titularisation générale, qui pourrait être adoptée par l'Assemblée nationale dès sa session du mois d'août. C'est ainsi que la rentrée 2024 serait pleinement en rupture avec les précédentes.

5. « Apaiser »

Sous ce titre curieux, le NFP propose en fait de « *relancer la création d'emplois aidés pour les associations, notamment sportives et d'éducation populaire* ». Certes, cela créerait quelques milliers d'emplois bienvenus car utiles à la population. Pourtant, ces « emplois aidés » sont une source de précarité, car la plupart sont des CDD, voire de discrimination des jeunes, notamment les contrats d'apprentissage que Macron a multiplié ces dernières années et qui sont sous-payés ; même si le NFP ne parle ici que des associations et non des entreprises, ce n'est pas une solution. Or le nouveau gouvernement pourrait très bien, encore une fois, embaucher massivement dans les trois fonctions publiques, en recrutant tou-te-s les admissibles dès cet été (avant de créer de nouveaux postes à l'automne au moment de l'adoption du budget).

Le second point de ce titre n'a rien à voir avec le premier : il s'agit de « *déployer de premières équipes de police de proximité, interdire les LBD et les grenades mutilantes, et démanteler les BRAV-M* ». L'interdiction de ces armes et la fin de ces brigades qui ont gravement blessé tant de manifestant-e-s est indispensable. Mais en quoi « *déployer de premières équipes de police de proximité* » est-il une « urgence » pour faire face aux besoins immédiats de la population ? Pour quoi faire ? S'agit-il d'ailleurs de créer de nouveaux postes, et si oui, pourquoi seulement dans la police ? Sur le fond, nous ne sommes pas d'accord pour développer la police professionnelle, ce corps spécial de la répression étatique, séparé de la population. Il faut au contraire que les missions de police utiles à la population soient exercées par les citoyens-ne-s eux/elles-

mêmes, en réduisant les professionnels aux seules tâches très spécialisées, sous le strict contrôle de la population : voir à ce sujet notre critique du programme de LFI, https://tendanceclaire.org/article.php?id=1741

6. « Retrouver la paix en Kanaky-Nouvelle Calédonie »

Le NFP s'engage à « *abandonner le processus de réforme constitutionnelle visant au dégel immédiat du corps électoral* » (que Macron n'a fait que « suspendre » mercredi, reculant enfin devant le soulèvement légitime du peuple kanak) : c'est évidemment nécessaire. Il s'agirait ensuite de « *retrouver le chemin du dialogue et de la recherche du consensus. À travers la mission de dialogue, renouer avec la promesse du "destin commun", dans l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa et d'impartialité de l'État, en soutenant la recherche d'un projet d'accord global qui engage un véritable processus d'émancipation et de décolonisation* ». Si l'on peut se réjouir, après les gouvernements de Macron, Hollande, etc., de cette profession de foi décoloniale, force est de constater qu'elle reste abstraite… Il manque notamment l'essentiel : il faut lever tous les obstacles au *droit à l'auto-détermination et donc à l'indépendance* du peuple kanak, colonisé depuis 150 ans.

7. « Mettre à l'ordre du jour des changements en Europe »

Le NFP ne veut pas rompre avec l'Union européenne, comme nous le verrons plus loin. Il annonce cependant vouloir « *refuser les contraintes austéritaires du pacte budgétaire* » (ce qui devrait permettre d'augmenter les dépenses publiques de l'État dès cet été) et de « *proposer une réforme de la PAC* » (mais rien n'est précisé à ce sujet et on ne voit donc pas bien ce que cela pourrait signifier au cours des 15 prochains jours ; il y a en revanche d'autres mesures à ce sujet, proposées pour les mois suivants du nouveau gouvernement : nous y reviendrons). Il s'agit donc là de marquer un changement d'attitude et d'intention, mais non encore de mesures concrètes.

8. « L'urgence de la paix » (A) : « promouvoir une diplomatie française au service de la paix »

Le NFP s'engage à « *faire des propositions en vue d'une diplomatie de promotion des biens communs planétaires* » :

- « *Une diplomatie qui préserve notre environnement : reconnaissance du crime d'écocide, protection des fonds marins, défense de la gestion des pôles comme bien communs de l'humanité, soutenir la création d'un tribunal international de justice climatique et environnementale.* » Nous sommes d'accord avec tout cela, même si ce ne peut être qu'un combat de long terme…

- « *Une diplomatie au service de la santé : défendre la levée des brevets sur les vaccins et les moyens médicaux de lutte contre les pandémies.* » Oui, mais en ce cas il faut commencer par lever les brevets sur les vaccins des entreprises pharmaceutiques

françaises ! C'est urgent notamment pour Sanofi, qui vient par exemple de mettre au point un vaccin très efficace contre la grippe... mais qui refuse de le commercialiser en France au prétexte que les prix proposés par l'Agence nationale de santé seraient insuffisants ! Il faut exproprier et nationaliser Sanofi comme les trusts pharmaceutiques français. C'est aussi la condition pour relocaliser la production, faire face aux besoins de la population d'ici en toute indépendance et aider les populations d'autres pays.

- « *Une diplomatie qui garantit la démilitarisation et la dépollution de l'espace. Adopter une diplomatie féministe en augmentant les financements internationaux pour les droits des femmes et en poussant l'adoption de la clause de la législation la plus favorisée en Europe. Faire respecter l'engagement de la France d'attribuer 0,7% de son RNB à l'aide publique au développement.* » Tout cela est assez abstrait et ne pourra évidemment pas être engagé en 15 jours ! Par ailleurs, il faut revoir totalement l'actuelle « *aide publique au développement* », qui est en fait un moyen hypocrite de maintenir la tutelle néocoloniale de la France sur des pays pauvres, surtout africains, tout en engraissant leurs dirigeants, et non d'aider réellement leurs populations. Il suffit de suivre notamment les publications de l'excellente association Survie pour le savoir, cf. par exemple https://survie.org/publications/4-pages/article/l-aide-publi-ue-au-developpement-de-la-france-en-afrique-qui-en-profite-5525

9. « L'urgence de la paix » (B) : sur la guerre en Ukraine

Le NFP se prononce « *pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine, et qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale : défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et œuvrer au retour de la paix* ». Le problème de cette prise de position, c'est qu'elle ne trace aucune perspective concrète pour sortir du conflit. La TC aussi soutient la résistance de l'Ukraine à l'invasion russe, mais la fuite en avant guerrière est une impasse. Ce qui est urgent, c'est de parvenir à un cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations pour un plan de paix. Sur ce point, c'est le PS et Glucksmann qui ont imposé leur orientation, alors que celle de LFI est plus équilibrée.

10. « L'urgence de la paix » (C) : « Agir pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza et pour une paix juste et durable

Le NFP défend une orientation en rupture avec celle de Macron et, en partie éloignée de celle de Glucksmann, du PS et des Verts. En particulier, il veut

- « *rompre avec le soutien coupable du gouvernement français au gouvernement suprémaciste d'extrême droite de Netanyahu pour imposer un cessez-le-feu immédiat à*

Gaza et faire respecter l'ordonnance de la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui évoque, sans ambiguïtés, un risque de génocide » ; c'est en effet une priorité.

- « *agir pour la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas, dont nous rejetons le projet théocratique, et pour la libération des prisonniers politiques palestiniens* » ; LFI a accepté de qualifier de « terroristes » les massacres commis par le Hamas, ce qui est juste, mais le terme de « terrorisme », très flou sur le plan juridique, doit être utilisé aussi et plus encore, sur le plan quantitatif, pour désigner l'oppression sanglante de l'État israélien sur les Palestiniens depuis les débuts de son existence même ;

- « *Soutenir la Cour Pénale Internationale (CPI) dans ses poursuites contre les dirigeants du Hamas et le gouvernement de Netanyahu* » ; il est juste en effet de combattre et de condamner les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, d'où qu'ils viennent ;

- « *Reconnaitre immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des résolutions de l'ONU* » ; nous sommes pour notre part pour un seul État laïque et démocratique sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique, réunissant Juifs et Arabes (voir notre Podcast : https://tendanceclaire.org/article/article.php?id=1910) ; si toutefois les Palestiniens souhaitent un État indépendant, nous soutenons bien évidemment ce droit ; mais nous sommes convaincus que les impérialistes feront toujours en sorte que cela n'arrive pas, car ils ont besoin de maintenir Israël comme leur tête de pont dans la région et un État palestinien bouleverserait l'équilibre et toute leur stratégie ;

- « *Décréter un embargo sur les livraisons d'armes à Israël* » ; c'est urgent, car la France soutient Israël même militairement (cf. la campagne *Stop arming Israel*, que nous soutenons pleinement) ;

- « *Infliger des sanctions contre le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu tant que celui-ci ne respecte pas le droit international à Gaza et en Cisjordanie* » – ce qui revient à boycotter Israël, vu qu'il ne respectera jamais le droit international…

- « *Demander la suspension de l'accord d'association Union européenne-Israël, conditionné au respect des droits humains* » ; c'est en effet indispensable de rompre avec le soutien honteux de l'UE à Israël.

- « *Permettre l'organisation d'élections libres sous contrôle international pour permettre aux Palestiniens de décider de leur destin* » – à condition que ce ne soit pas le cadre de l'Autorité palestinienne, mais bien un processus pour le droit des Palestiniens à un État ou pour un État commun avec les actuels Israéliens ;

- « *Faire respecter la souveraineté du Liban et la protection des 700 Français engagés sous casque bleu pour le droit international* » ; la souveraineté du Liban est violée par

Israël, mais mise en cause aussi par le poids de l'impérialisme français ; il faut au contraire que celui-ci cesse de se mêler des affaires du Liban. Quant aux casques bleus de la FINUL, il faudrait faire le bilan de leur utilité réelle et de leur capacité à empêcher les actes d'agression israéliens. Force est de constater qu'ils ne s'interposent quand Israël massacre les Libanais sous prétexte de riposter au Hezbollah. La question de leur utilité et de leur départ doit donc être posée.

Notre analyse critique du programme du Nouveau Front populaire se poursuivra dans les prochains jours. Les mesures les plus substantielles sont énoncées dans la partie 2 (« L'été des bifurcations » : les mesures des 100 premiers jours) et la partie 3 (les mesures des « premiers mois »).

Tendance CLAIRE, le 16 juin 2024